



## Chapitre 1

### Qu'est-ce que l'impérialisme de frontières ?

En Australie, depuis quelques années, des organisations autochtones délivrent des « passeports originaux » aux demandeurs du statut de réfugié ayant été détenus ou dont la régularisation a été refusée par les autorités. Plus récemment, en mai 2012, des passeports ont été délivrés à deux demandeurs du statut de réfugié d'origine tamoule ayant été détenus. Lors de la cérémonie organisée pour l'occasion, Ray Jackson, de l'Indigenous Social Justice Association, a déclaré : « Le gouvernement australien doit cesser d'emprisonner les Autochtones et les demandeurs d'asile. C'est avec fierté que nous accueillons des personnes en difficulté dans notre communauté. » Robbie Thorpe, un aîné autochtone, a quant à lui tenu à indiquer que « le gouvernement australien n'a pas le droit légitime d'accorder ou de refuser à qui que ce soit l'accès au pays, et encore moins celui d'emprisonner des personnes fuyant la guerre et la persécution<sup>1</sup> ».

Non seulement de pareilles manifestations de solidarité entre Autochtones et migrants illustrent l'importance croissante des réseaux d'alliance et de compréhension mutuelle entre communautés marginalisées, mais elles témoignent également d'une remise en question fondamentale de l'autorité des gouvernements coloniaux et de la souveraineté des États occidentaux. La gouvernance et l'appareil d'État de type occidental se construisent de diverses manières, notamment par la primauté des frontières, qui servent à définir les limites et à reproduire l'exercice du contrôle territorial, politique, économique, culturel et social. Comme l'écrivent les militants Alessandra Moctezuma et Mike Davis : «

Chaque frontière est un acte de violence d'État inscrit à même le paysage<sup>2</sup>. »

Continuellement redéfinies, les frontières représentent un régime de pratiques, d'institutions, de discours et de systèmes que je regroupe ici sous la définition d'impérialisme de frontières.

Dans le présent chapitre, je jette les bases théoriques servant à conceptualiser l'impérialisme de frontières et ses quatre éléments structurants, déjà évoqués dans l'introduction. L'impérialisme de frontières se définit par la validation et la revalidation de mesures de contrôle à l'égard des personnes migrantes, lesquelles sont déplacées par la violence du capitalisme et de l'empire et subséquemment projetées de force dans la précarité d'emploi sous l'effet combiné de l'illégalisation par l'État et de la hiérarchisation sociale à l'échelle systémique.

L'impérialisme de frontières est un cadre théorique utile au mouvement de justice pour les migrants en Amérique du Nord. Ce cadre conceptuel s'écarte des analyses reposant sur le blâme et la punition ou sur la nécessité pour les migrants de s'assimiler afin de prouver leur valeur individuelle. Inspirée des propos de Robbie Thorpe cités ci-dessus, la notion d'impérialisme de frontières invite plutôt à réfléchir aux processus de déplacement et de migration dans le cadre de l'économie politique mondiale, elle-même principalement déterminée par le capitalisme et le colonialisme. J'é mets l'hypothèse que la circulation du capital et la stratification du travail dans le cadre de l'économie mondiale, les discours impérialistes et les hiérarchies de race, de classe et de genre comme modes de renforcement de l'État fonctionnent concurremment pour poser les fondements de l'impérialisme de frontières.

Une analyse de l'impérialisme de frontières comporte une double critique de la constitution de l'État occidental au sein de l'empire mondial : d'une part, du rôle de l'impérialisme occidental dans la dépossession des communautés et dans le détournement des terres et ressources à l'avantage des intérêts capitalistes et étatiques et, d'autre part, de l'inclusion délibérément limitée des personnes migrantes dans les États occidentaux par des processus de criminalisation et de racisation justifiant la marchandisation de leur travail. Les États occidentaux sont ainsi les principaux arbitres, s'arrogeant le droit de déterminer qui peut migrer et sous quelles conditions.

J'emploie le terme « Occident » non seulement pour marquer le site géographique du Nord (c'est-à-dire l'Europe, l'Australie et l'Amérique du Nord), mais aussi pour évoquer la domination exercée par des structures et idéologies politiques, économiques et sociales qui ont mené à la constitution d'autres États coloniaux, comme Israël, et qui sont de plus en plus adoptées par des États néolibéraux en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Bien que la gouvernance politique et économique ne soit pas uniforme dans l'ensemble de ces États, comme l'explique l'intellectuel japonais Naoki Sakai, l'Occident en tant qu'idéologie, « contrairement à toutes les autres appellations associées aux particularités géographiques, implique également le refus de son autodélimitation, ou de sa détermination particulière [...]. En fin de compte, l'Occident doit représenter le moment de l'universel, qui englobe le particulier<sup>3</sup> ». L'impérialisme de frontières vise à étendre et à externaliser l'universalisation des structures occidentales au-delà de ses propres limites au moyen, bien sûr, de la colonisation de peuplement et des occupations militaires, mais aussi par la mondialisation capitaliste, l'imposition d'accords financiers et l'exploitation des ressources humaines et naturelles. En même temps, le renforcement des frontières physiques et psychologiques contre les personnes racisées est un des principaux instruments servant à maintenir le caractère sacro-saint et le mythe de supériorité de la civilisation occidentale.

## Déplacements et frontières sécurisées

Les papillons ont toujours eu des ailes pour voler, les humains ont toujours eu des jambes pour marcher. Bien que l'histoire soit marquée par l'hybridité des sociétés humaines et par le désir de se déplacer, la réalité de la migration, aujourd'hui, pour la plus grande partie, révèle les relations inégales qui subsistent entre les riches et les pauvres, entre le Nord et le Sud, entre la blanchitude et ses altérités. Comme l'observe le Réseau Frassanito, « parler d'autonomie migratoire ne signifie pas de retirer du cœur du débat politique les mécanismes de domination et d'exploitation qui déterminent la vie des migrants<sup>4</sup> ».

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et les Nations Unies (ONU) estiment qu'il existe un milliard de migrants à l'échelle de la planète, dont 740 millions sont des travailleurs migrants à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières de leur propre pays<sup>5</sup>. Selon les chiffres publiés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il y aurait 43,7 millions de personnes déplacées de force dans le monde, dont 27,5 millions à l'intérieur de leur propre pays<sup>6</sup>. La moitié des réfugiés sont des femmes et environ 45 % des personnes déplacées de force ont moins de 18 ans<sup>7</sup>.

Le premier processus structurant de l'impérialisme de frontières concerne les déplacements découlant des déracinements coercitifs inhérents au capitalisme et au colonialisme et à la fortification simultanée des frontières, souvent par les puissances occidentales responsables de ces déplacements, qui rend périlleuse la migration des personnes déplacées. Les déplacements à grande échelle et les conditions précaires dans lesquelles les migrants se trouvent plongés ne sont pas le fait d'une coïncidence, mais constituent le fondement structurel de l'impérialisme de frontières.

L'impérialisme occidental est la principale cause des migrations et déplacements massifs. À titre d'exemple, l'expropriation de 750 000 Palestiniens en 1948 et la subséquente occupation illégale de la Palestine par l'État israélien ont fait des Palestiniens apatrides l'une des plus grandes communautés de réfugiés au monde, comptant aujourd'hui presque cinq millions de personnes<sup>8</sup>. Après deux invasions et les occupations militaires subséquentes, les plus grandes populations de réfugiés des dernières décennies proviennent d'Irak et d'Afghanistan<sup>9</sup>. Après plusieurs décennies d'intrusion étrangère, y compris les occupations menées par les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à partir de 2001, ces deux pays ont été soumis à la destruction de leurs infrastructures, à la privatisation de leurs économies, à l'interférence dans leur gouvernance nationale et à diverses opérations militaires ayant entraîné la mort et la torture de plus d'un million de personnes<sup>10</sup>. Ces interventions répondent à la définition de l'impérialisme formulée par Edward Said, soit « la pratique, la théorie et la mentalité d'une métropole dominatrice qui gouverne un territoire lointain<sup>11</sup> ». Ainsi, l'impérialisme de frontières consiste en l'extension et l'imposition de l'autorité occidentale, les dynamiques actuelles de l'empire mondial servant à maintenir en place les rapports inégaux propres à la domination politique, économique, culturelle et sociale de l'Occident à l'égard de ses colonies.

Non seulement l'impérialisme de frontières rend possibles la transgression et la violation de l'autonomie des communautés non occidentales afin de servir les intérêts de l'empire, mais il refuse aussi toute forme de responsabilité envers ses propres victimes. Les États-Unis, par exemple, malgré leur rhétorique soutenue d'intervention humanitaire (que le géographe politique Derek Gregory qualifie de « gant de velours couvrant la main de fer du

colonialisme »), n'ont accepté que 328 réfugiés afghans en 2009<sup>12</sup>. Compte tenu de la responsabilité directe des États-Unis dans le déplacement des Afghans, ce nombre est excessivement bas. De l'ensemble des 4,7 millions de personnes déplacées en Irak et en Afghanistan, la majorité des réfugiés se sont rendus dans les pays limitrophes, comme le Pakistan ou l'Iran<sup>13</sup>. Contrairement à la croyance populaire au sujet de la générosité occidentale et de la grande ouverture des pays occidentaux à l'égard des réfugiés, plus de 80 % des réfugiés du monde résident dans le Sud, dans des pays voisins des leurs<sup>14</sup>.

Le capitalisme est une autre cause profonde de migrations et de déplacements à grande échelle. Les effets de l'ALENA, qui ont entraîné le déplacement de millions de Mexicains en même temps que la fortification de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, offrent un exemple frappant des effets de la mobilité capitaliste sur les tendances migratoires en Amérique du Nord. En vertu de l'ALENA, le gouvernement mexicain a été forcé d'éliminer ses subventions à la culture du maïs, tandis que le celui produit aux États-Unis est resté subventionné, si bien qu'au Mexique même, le maïs états-unien est aujourd'hui meilleur marché que le maïs mexicain. Conséquemment, plus de 15 millions de Mexicains ont été plongés dans la pauvreté, et 1,5 million de paysans ayant perdu leur ferme ont dû migrer aux États-Unis pour se joindre au bassin de main-d'oeuvre sous-rémunérée<sup>15</sup>. Le professeur William Robinson résume ainsi cette dynamique : « La circulation transnationale du capital ainsi que les perturbations et les privations qu'elle cause provoquent en retour la circulation transnationale des travailleurs. En d'autres termes, le capitalisme mondialisé produit des travailleurs immigrants. [...] D'une certaine façon, ce phénomène doit être compris comme une migration forcée, sous contrainte, puisque le capitalisme global exerce une violence structurelle envers des populations entières et rend leur survie impossible dans leur pays d'origine<sup>16</sup>. »

Tandis que ces conditions obligent des millions de Mexicains à occuper des emplois mal rémunérés aux États-Unis, la migration du Mexique vers le sud-ouest des États-Unis (un territoire annexé illégalement en 1846, faut-il le rappeler) est devenue extrêmement périlleuse. Les migrants mexicains déplacés doivent composer avec une frontière hautement fortifiée, ce qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le manque d'hospitalité à l'égard des réfugiés irakiens et afghans mentionnés ci-dessus. « Nous n'avons jamais imaginé devoir identifier des restes humains, comme dans une zone de guerre, mais c'est là où nous en sommes », explique Isabel Garcia, coprésidente de la Coalición de Derechos Humanos, dont le siège se trouve à Tucson, en Arizona<sup>17</sup>. Depuis que des millions de dollars ont été dégagés pour augmenter le nombre de patrouilles et l'intensité de la surveillance à la frontière entre les États-Unis et le Mexique dans le cadre de l'opération Gatekeeper, entrée en vigueur la même année que l'ALENA, l'American Civil Liberties Union estime que 5 600 migrants ont trouvé la mort en tentant de traverser la frontière<sup>18</sup>.

Mary Pat Brady, géographe et théoricienne critique de la race, décrit les décès à la frontière comme « une sorte de peine de mort passive », en fonction de laquelle « les immigrants sont tenus responsables de leur propre mort »<sup>19</sup>. Les femmes sont particulièrement vulnérables à la violence à caractère sexuel perpétrée à la frontière. Selon une représentante de la section Amérique latine et Antilles du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, de 60 à 70 % des femmes migrantes sans papiers traversant la frontière sont victimes de violence sexuelle<sup>20</sup>. L'absence de liberté de circulation pour les migrants et, parallèlement, la complète liberté de circulation du capital sont des éléments déterminants de la guerre permanente caractéristique de l'impérialisme de frontières. Par exemple, immédiatement après le 11-Septembre, les gouvernements du Canada et des États-Unis ont ratifié une Déclaration sur la frontière intelligente visant à garantir que les

~~restrictions frontalières imposées aux migrants ne nuisent pas à l'impératif économique de la libre circulation des biens, services et capitaux à travers la frontière.~~

Ces exemples illustrent comment les déplacements massifs et les migrations dangereuses ne sont pas des processus aléatoires, mais bien, en grande partie, le résultat de diktats structurels. Dans le cadre de l'impérialisme de frontières, le double processus de déplacement et de migration est le produit des trajectoires particulières du colonialisme et du capitalisme. McKenzie Wark évoque l'injustice inhérente d'un système qui force les déplacements et provoque les migrations : « La migration est la mondialisation depuis le bas. Si le monde "surdéveloppé" refuse de commercer avec le monde sous-développé de façon juste et équitable, d'éponger les dettes, de prolonger les prêts, de lever les obstacles au commerce des denrées alimentaires et produits manufacturés de base, l'augmentation de la circulation des personnes est inévitable<sup>21</sup>. » L'impérialisme de frontières met par ailleurs en lumière la gestion de ces migrations.

La géographe politique Reece Jones décrit comment, à eux seuls, trois pays (les États-Unis, l'Inde et Israël) ont construit plus de 6 600 kilomètres de barrières fortifiées le long de leurs frontières sous le prétexte de la « lutte au terrorisme » et à « l'immigration illégale »<sup>22</sup>. Des contrôles frontaliers sont employés afin de dissuader les personnes pour qui la migration est la seule option possible en raison du pillage de leurs communautés et de leurs économies, lequel est facilité par la liberté illimitée conférée au capital et aux forces armées.

Le capitalisme dévaste les cultures de subsistance enracinées dans le territoire et concentre la richesse et la propriété dans les mains de quelques privilégiés. La production capitaliste est déconnectée des besoins humains, de la créativité collective et du monde naturel, lesquels deviennent des marchandises. En tant que système économique dominant à l'échelle mondiale, le capitalisme s'appuie sur le travail salarié, la production motivée par le profit et la propriété privée, notamment celle des moyens de production et de distribution. En Angleterre, pendant la révolution industrielle, vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, les paysans ont été chassés de leurs terres et forcés de migrer vers les villes afin d'y travailler dans l'industrie privée pour des salaires de misère. La mondialisation néolibérale, la phase actuelle du capitalisme, n'a fait qu'intensifier ces processus de dépossession et d'appauvrissement.

La mobilité accrue du capital à travers les frontières est une caractéristique fondamentale du néolibéralisme. La mobilité du capital est facilitée par le statut multinational des entreprises, qui permet à celles-ci d'éviter les règlements sur le travail et les impôts en ayant recours à la sous-traitance, à l'externalisation et aux systèmes bancaires transnationaux. Les régimes économiques mondiaux tels que les accords de libre-échange et les programmes d'ajustement structurel facilitent également la mobilité du capital en imposant des mesures comme la privatisation, les programmes d'austérité et la transition des services sociaux vers une formule utilisateur-payeur.

Tout en assurant la circulation du capital, le néolibéralisme garantit la flexibilité de la main-d'œuvre. Le travail salarié est plus que jamais synonyme de flexibilité du travail, et celle-ci nécessite la création d'un bassin de travailleurs précaires. Le travail précaire est caractérisé par des salaires peu élevés, l'insécurité en emploi et le manque de protection, même selon les normes du travail les plus laxistes. Le travail occasionnel, à temps partiel ou contractuel (un ensemble de modes opératoires qualifiés par certains de « walmartisation » du travail) s'éloigne de plus en plus des formes de main-d'œuvre plus formelles et stables et se rapproche de formes assimilables à la servitude, à la clandestinité

et aux conditions de misère. Les conditions de précarité du travail, d'une part, et de l'organisation sociale, d'autre part, sont imbriquées et cycliques : le capitalisme exige une main-d'œuvre précaire et exploitable pour faciliter l'accumulation du capital, et il précarise la vie des travailleurs au moyen de hiérarchies d'oppression systémique correspondant à ses processus d'exploitation du travail et de la terre. Comme nous l'expliquerons plus en détail dans ce chapitre, un des éléments fondamentaux de l'impérialisme de frontières dans le cadre néolibéral est la facilitation de la circulation du capital à travers les frontières, laquelle est concomitante à la flexibilisation systématique du travail par la légalisation de l'exploitation de la main-d'œuvre migrante.

Les analyses du capitalisme ignorent généralement le rôle central du territoire et de la colonisation des sociétés autochtones dans le développement du système capitaliste. Dans la théorie marxiste de l'accumulation primitive, les modes de production capitalistes exigent explicitement la conquête et l'esclavage des collectivités, ainsi que la dépossession des territoires dont celles-ci dépendent pour subsister. L'universitaire autochtone Glen Coulthard explique que le colonialisme « a ouvert de force à la privatisation (c'est-à-dire à l'expropriation) ce qui était jadis des ressources et des territoires détenus collectivement, produisant ainsi au fil du temps une "classe" de travailleurs forcés, pour survivre, d'intégrer le marché du travail, lui-même caractérisé par l'exploitation (c'est-à-dire la prolétarianisation)<sup>23</sup> ». Les intérêts coloniaux et capitalistes continuent d'exproprier les Autochtones, dépossédant ainsi ces nations de leurs territoires et de leurs moyens de subsistance, en particulier dans les colonies de peuplement, mais ailleurs aussi. Au Canada, on déploie depuis quelques années une nouvelle offensive visant à convertir des réserves territoriales détenues collectivement (ce que les capitalistes appellent du « capital dormant ») en propriétés privées<sup>24</sup>. La privatisation des territoires autochtones servirait à la fois les intérêts coloniaux, en abolissant le titre autochtone, et les intérêts capitalistes privés, en permettant l'extraction et la marchandisation des ressources naturelles.

Ces analyses révèlent un lien essentiel entre l'État occidental et le capitalisme, le premier servant d'instrument fondamental à l'accumulation du capital. Certains analystes suggèrent que la juridiction de l'État occidental serait en recul sous la pression des sociétés multinationales. Contrairement à ces derniers, je ne crois pas que le pouvoir de l'État s'érode sous l'effet de la mondialisation capitaliste. L'État et ses multiples formes de gouvernance, dont l'impérialisme de frontières, évoluent de manière à répondre aux besoins de l'expansion capitaliste, notamment en flexibilisant leurs moyens de gouvernance et d'accumulation.

L'État maintient des infrastructures économiques, dont les marchés boursiers, les réglementations fiscales et les systèmes bancaires, permettant au capital de circuler. Il conçoit également des cadres politiques et juridiques servant à protéger la propriété privée, accorde aux sociétés privées le statut d'entité juridique, autorise l'extraction et la marchandisation des ressources naturelles et assure les moyens de discipliner la main-d'œuvre lorsque cela s'avère nécessaire. L'analyste financier Mike Konczal résume ce processus : « Lorsque l'État intervient dans le fonctionnement des marchés, ce n'est pas pour corriger les injustices, mais bien pour mettre en place et maintenir la rigueur de l'économie en tant que telle<sup>25</sup>. » L'État occidental se charge ainsi d'organiser, de faciliter et, dans de nombreux cas, d'imposer le régime capitaliste.

L'économie canadienne, par exemple, repose en grande partie sur l'expropriation des ressources naturelles sur son propre territoire, tandis que le couple État/entreprise privée tire profit des projets de développement capitaliste imposés un peu partout sur la planète.

L'État canadien protège les sociétés minières canadiennes, qui représentent 75 % des compagnies d'exploration et d'extraction minière à l'échelle mondiale, et leur permet d'opérer en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Antilles, même lorsqu'elles s'avèrent responsables (et sont parfois même formellement accusées) de destruction environnementale, de violations des droits de la personne et du travail, et du déplacement forcé de communautés<sup>26</sup>.

De façon similaire, l'État canadien déroule le tapis rouge aux multinationales désireuses d'exploiter et de procéder à l'exportation des sables bitumineux, le plus important projet industriel au monde (et le plus dévastateur sur le plan environnemental) et dont les répercussions négatives touchent en premier lieu les nations autochtones. Dans un mémoire déposé à l'ONU, l'Indigenous Yinka Dene Alliance écrit : « Le Canada envisage de suivre une voie contraire à nos titres et droits ancestraux [...] [I]l est évident que le gouvernement canadien a d'ores et déjà décidé d'accepter ce projet, malgré les graves effets indésirables qu'il aura sur les peuples et territoires autochtones, et ce, sans le consentement préalable, libre et avisé des communautés concernées<sup>27</sup>. »

Dans les États coloniaux comme le Canada et les États-Unis, l'empiétement sur les terres autochtones est aggravé par les manœuvres génocidaires visant à subjuguier la gouvernance de ces collectivités et à assimiler leurs cultures. À cet égard, l'intellectuelle dinée Jennifer Nez Denetale souligne que les femmes autochtones ont été délibérément ciblées. « Le viol et la prostitution des femmes autochtones, explique-t-elle, faisaient partie intégrale de la conquête coloniale », au même titre que « l'imposition de la structure de l'État moderne [qui a] reconfiguré les rôles de genre pour refléter les valeurs américaines »<sup>28</sup>. Cet anéantissement des sociétés autochtones est justifié par des discours racistes civilisateurs, comme la doctrine de la découverte et la *terra nullius*, qui soutiennent le droit politique et juridique des puissances coloniales de conquérir des territoires autochtones prétendument stériles.

Partout dans le monde, les communautés autochtones résistent à la dépossession et subissent la majeure partie des déplacements forcés, particulièrement des milieux ruraux vers les centres urbains. La privatisation et la « néolibéralisation » de l'agriculture de subsistance ont chassé des millions de personnes de leurs terres en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Ces déplacements conduisent une quantité stupéfiante de personnes vers les centres capitalistes, ne serait-ce que pour survivre. Stigmatisées et forcées à vivre dans la misère, les personnes déplacées peuplent les bidonvilles urbains et les quartiers pauvres du monde entier. Les statistiques de l'ONU révèlent qu'en 2005, à l'échelle mondiale, plus d'un milliard de personnes vivaient dans des bidonvilles<sup>29</sup>. Forcées de joindre les secteurs économiques officieux, comme le travail du sexe, le travail domestique ou la vente ambulante, les femmes sont surreprésentées dans ces statistiques. Voilà ce que produit l'impérialisme de frontières, intégré au colonialisme et au capitalisme.

Les îles Canaries, situées au large des côtes du Maroc, sont au carrefour des déplacements coloniaux, du travail forcé, de la circulation capitaliste et de la sécurisation frontalière dans le cadre de l'impérialisme de frontières. L'Espagne a colonisé les Guanches, les Autochtones des îles Canaries, aux xve et xvie siècles, leur imposant une économie de plantations et un régime de travail axé sur la production de canne à sucre et de cochenille, deux cultures de rente. Aujourd'hui, de par leur situation aux limites de l'Union européenne, les îles constituent l'une des principales portes d'entrée vers l'Europe pour les migrants africains. Les migrants originaires des régions occidentales de l'Afrique, issus d'un legs d'esclavage, de guerres civiles animées par des intérêts géopolitiques occidentaux et

de la ruée coloniale pour l'appropriation de l'Afrique (et ses manifestations contemporaines d'accaparements des terres), s'enfuient vers les îles Canaries par dizaines de milliers chaque année. C'est l'un des trajets migratoires les plus dangereux et les plus surveillés au monde. Un fonctionnaire espagnol estime que 40 % des personnes tentant la traversée meurent en cours de route<sup>30</sup>. Même selon les estimations conservatrices citées par la Croix-Rouge, en 2005, sur une période de cinq mois seulement, environ 1 500 migrants ont trouvé la mort en essayant de se rendre aux îles Canaries<sup>31</sup>.

La sécurisation des frontières ne s'opère pas tant en un lieu fixe qu'au moyen de structures et de technologies de pouvoir se déployant à l'échelle de vastes territoires. Sur les îles Canaries et ailleurs en Europe, la frontière est repoussée toujours plus, afin de sécuriser la frontière externe autour de ce qu'on appelle la « forteresse Europe ». Créé en 2004, Frontex est un organisme de réglementation placé sous l'égide de l'Union européenne et chargé d'intégrer la sécurité frontalière et de fortifier les frontières extérieures de l'Union européenne. Comme le constate le philosophe marxiste Étienne Balibar, « les frontières vacillent, [...] elles ne se limitent plus aux frontières », et des mesures de surveillance, dont l'aviation militaire, sont déployées à l'étranger pour dissuader les migrants de quitter le continent africain<sup>32</sup>. L'impérialisme de frontières exclut ainsi les migrants en étendant la juridiction de l'État *au-delà* des frontières officielles de son territoire. Le réseau européen UNITED for Intercultural Action a documenté les décès de 16 264 réfugiés partout en Europe, majoritairement par noyade en haute mer et par suffocation dans des conteneurs verrouillés<sup>33</sup>. Tout comme les morts répertoriés à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, ce chiffre illustre le coût humain des politiques de militarisation des frontières, alors que les migrants se voient forcés de chercher des voies migratoires toujours plus clandestines et périlleuses.

La crise écologique est une autre manifestation récente de la façon par laquelle le capitalisme propulse la migration. Selon les statistiques compilées par l'American Association for the Advancement of Science, d'ici l'an 2020, il y aura 50 millions de réfugiés déplacés par des cataclysmes induits par les changements climatiques, dont les sécheresses, la désertification et les inondations à grande échelle<sup>34</sup>. Il est bien établi que le réchauffement planétaire entraînant les changements climatiques est proportionnel à la croissance des émissions de carbone et de gaz à effet de serre, et que les États-Unis, l'Australie, le Royaume-Uni et le Canada, dont les économies nationales reposent principalement sur la consommation, sont parmi les pires au chapitre des émissions par habitant et de la consommation relative aux émissions par habitant<sup>35</sup>.

L'archipel des Tuvalu est l'une des dizaines de nations insulaires de basse altitude du Pacifique menacées d'engloutissement total par la hausse drastique du niveau des océans causée par la fonte de la calotte glaciaire. Depuis 2007, le gouvernement du Tuvalu a vivement insisté auprès des pays signataires du protocole de Kyoto, ainsi qu'à l'Assemblée générale de l'ONU, sur l'imminence de la catastrophe guettant l'archipel. Plus d'un cinquième des habitants du Tuvalu a déjà été forcé de quitter leur pays, dont un grand nombre vers les pays pauvres avoisinants, comme Fidji, et d'autres vers la Nouvelle-Zélande<sup>36</sup>. L'autre voisine des îles Tuvalu, l'Australie, malgré le fait qu'elle présente le plus haut taux d'émission par habitant au monde, soit 19,6 tonnes de dioxyde de carbone par habitant, a jusqu'à présent refusé d'accueillir les habitants des îles Tuvalu en tant que réfugiés climatiques<sup>37</sup>. Là encore, l'impérialisme de frontières refuse de rendre justice aux migrants qu'il produit.

Les effets du colonialisme et du capitalisme occidentaux ont produit des économies



politiques contraignant les populations à se déplacer, et pourtant l'Occident refuse d'assumer sa responsabilité vis-à-vis des migrants. Liz Fekete, de l'Institute of Race Relations, résume ainsi l'argument contre les frontières servant à normaliser le protectionnisme en Occident : « Ce n'est pas un monde à part. La mondialisation n'est pas un monde à part. J'utilise des termes comme "premier monde" [et] "tiers-monde" pour simplifier l'argument, mais ce sont des termes trompeurs : il n'y a qu'un seul monde et qu'un seul système économique. Et ce système est dominé par l'Europe, les États-Unis et le Japon. Ce système économique provoque d'énormes déplacements de populations, il fait des ravages un peu partout sur la planète<sup>38</sup>. »

L'impérialisme de frontières, caractérisé par les déplacements forcés et les migrations dangereuses depuis les périphéries rurales vers les centres urbains, à l'intérieur et au-delà des frontières nationales, est inextricablement lié à la circulation transnationale du capital et aux diktats impériaux de l'Occident, alors même que celui-ci s'isole des populations ainsi déplacées.

## références

### références

- ↑1 Refugee Action Coalition Sydney, « Aboriginal Passports Issued to Indefinitely Detained Tamils, Denied Australian Residency on "Security" Grounds », 13 mai 2012, [www.refugeeaction.org.au/?p=1755](http://www.refugeeaction.org.au/?p=1755)
- ↑2 Alessandra Moctezuma et Mike Davis, « Policing the Third Border », *Colorlines*, automne 1999, [www.colorlines.com/articles/policing-third-border](http://www.colorlines.com/articles/policing-third-border)
- ↑3 Naoki Sakai, *Translation and Subjectivity : On « Japan » and Cultural Nationalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 154-155.
- ↑4 Réseau Frassanito, « Movements of Migration : Editorial », 2004, [www.noborder.org/files/movementsofmigration.pdf](http://www.noborder.org/files/movementsofmigration.pdf)
- ↑5 OIM, « Launching of the IOM World Migration Report 2011 Seminar », 17 août 2012, [www.iom.int/speeches-and-talks/launching-iom-world-migration-report-2011-seminar](http://www.iom.int/speeches-and-talks/launching-iom-world-migration-report-2011-seminar)
- ↑6 Agence des Nations Unies pour les réfugiés, « 80 % des réfugiés vivent dans des pays en développement, selon le HCR », 20 juin 2011, [www.unhcr.fr/4dfbaed82.html](http://www.unhcr.fr/4dfbaed82.html) ; Agence des Nations Unies pour les réfugiés, « Internally Displaced People : Figures », 2011-2012, [www.unhcr.org/pages/49c3646c23.html](http://www.unhcr.org/pages/49c3646c23.html)
- ↑7 Agence des Nations Unies pour les réfugiés, « Young and Innocent », <http://www.unhcr-centraleurope.org/en/who-we-help/children.html>
- ↑8 Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, « Palestine Refugees », [www.unrwa.org/palestine-refugees](http://www.unrwa.org/palestine-refugees)
- ↑9 Agence des Nations Unies pour les réfugiés, « Tendances mondiales en 2011 », [www.unhcr.fr/501145f39.html](http://www.unhcr.fr/501145f39.html)
- ↑10 Gilbert Burnham *et al.*, « Mortality after the 2003 Invasion of Iraq : A Cross-Sectional Cluster Sample Survey », *The Lancet*, 11 octobre 2006, [www.brusselstri-bunal.org/pdf/lancet111006.pdf](http://www.brusselstri-bunal.org/pdf/lancet111006.pdf)
- ↑11 Edward Said, *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard/Le Monde diplomatique, 2008, p. 44
- ↑12 Derek Gregory, « Counterinsurgency and the Humanitarian Present », *Geographical Imaginations*, 30 juillet 2012, [www.geographicalimagination.com/2012/07/30/counterinsurgency-and-the-humanitarian-present](http://www.geographicalimagination.com/2012/07/30/counterinsurgency-and-the-humanitarian-present) ; Office of Refugee Resettlement, « Fiscal Year 2009 Refugee Arrivals », 18 juillet 2012.
- ↑13 Agence des Nations Unies pour les réfugiés, « UNHCR Statistical Yearbook 2010 », [www.unhcr.org/4ef9cc9c9.html](http://www.unhcr.org/4ef9cc9c9.html)
- ↑14 *Ibid.*
- ↑15 Laura Carlsen, « NAFTA Is Starving Mexico », *Foreign Policy in Focus*, octobre 2011, [www.fpif.org/articles/naftaisstarvingmexico](http://www.fpif.org/articles/naftaisstarvingmexico) ; David Bacon, *The Children of NAFTA*, Los Angeles, University of California Press, 2004.
- ↑16 William Robinson, « Globalization and the Struggle for Immigrant Rights in the United States », *ZNet*, mars 2007, [www.zcomm.org/znetarticle/globalization-and-the-struggle-for-immigrant-rights-in-the-united-states-by-william-robinson](http://www.zcomm.org/znetarticle/globalization-and-the-struggle-for-immigrant-rights-in-the-united-states-by-william-robinson)
- ↑17 Extrait de Carolina Morena, « Border Crossing Deaths More Common as Illegal Immigration Declines », *Huffington Post*, 17 août 2012, [www.huffingtonpost.com/2012/08/17/border-crossing-deaths-illegal-immigrationn1783912.html](http://www.huffingtonpost.com/2012/08/17/border-crossing-deaths-illegal-immigrationn1783912.html)
- ↑18 American Civil Liberties Union, « U.S.-Mexico Border Crossing Deaths Are a Humanitarian Crisis », 30 septembre 2009, [www.aclu.org/immigrants-rights/us-mexico-border-crossing-deaths-are-humanitarian-crisis-according-report-aclu-and](http://www.aclu.org/immigrants-rights/us-mexico-border-crossing-deaths-are-humanitarian-crisis-according-report-aclu-and)
- ↑19 Mary Pat Brady, « The Homoerotics of Immigration Control », *The Scholar and Feminist Online*, no 3, 2008, <http://sfonline.barnard.edu/immigration/printbrady.htm>
- ↑20 INCITE !, « Immigration Policing and Border Violence », [www.incite-national.org/index.php?s=109](http://www.incite-national.org/index.php?s=109)
- ↑21 McKenzie Wark, « Foreword », dans Anthony Burke, *In Fear of Security : Australia's Invasion Anxiety*, Annandale, Pluto Press, 2001, xix.

- 
- ↑ 22 Reece Jones, « Something There Is That Doesn't Love a Wall », *The New York Times*, 27 août 2012, [www.nytimes.com/2012/08/28/opinion/Border-Fences-in-United-States-Israel-and-India.html?r=1&ref=global](http://www.nytimes.com/2012/08/28/opinion/Border-Fences-in-United-States-Israel-and-India.html?r=1&ref=global)
- ↑ 23 Glen Coulthard, « Place Against Empire : Understanding Indigenous Radicalism », *Media Co-op*, <http://halifax.mediacoop.ca/events/9500>
- ↑ 24 Neskie Manuel et Emma Feltes, « World Bank Darling Promotes Privatization of Reserves », *Vancouver Media Coop*, 28 octobre 2010, <http://vancouver.mediacoop.ca/story/world-bank-darling-promotes-privatization-reserves/4998>
- ↑ 25 Mike Konczal, « Against Law, For Order », *Jacobin*, avril 2012, [www.jacobinmag.com/2012/04/against-law-for-order](http://www.jacobinmag.com/2012/04/against-law-for-order)
- ↑ 26 Stephen Eldon Kerr, « CIDA Under Fire for Partnering with Mining Company », *Alternatives International Journal*, 30 mars 2012, [www.alterinter.org/spip.php?article3786](http://www.alterinter.org/spip.php?article3786) ; Mining Watch Canada, [www.miningwatch.ca](http://www.miningwatch.ca)
- ↑ 27 Yinka Dene Alliance, « Submission to United Nations Committee on the Elimination of Racial Discrimination », février 2012, [www.yinkadene.ca/images/uploads/YinkaDeneAllianceCERDsubmissionFinalcopy.pdf](http://www.yinkadene.ca/images/uploads/YinkaDeneAllianceCERDsubmissionFinalcopy.pdf)
- ↑ 28 Jennifer Nez Denetdale, « Indigenous Feminisms », *First Peoples New Directions in Indigenous Studies*, 11 mars 2010, [www.firstpeoplesnewdirections.org/blog/?p=511](http://www.firstpeoplesnewdirections.org/blog/?p=511)
- ↑ 29 ONU-Habitat, « Slum Dwellers to Double by 2030 : Millennium Development Goal Could Fall Short », avril 2007, [www.preventionweb.net/files/1713463146759GC202120Slum20dwellers20to20double.pdf](http://www.preventionweb.net/files/1713463146759GC202120Slum20dwellers20to20double.pdf)
- ↑ 30 Manuel Pombo et Leslie Crawford, « Migrants Perish at Sea as Africans Risk All to Reach Europe via the Canaries », *Financial Times*, 18 mars 2006, [www.ft.com/intl/cms/s/0/34c50014-b62d-11da-9cbb-0000779e2340.html#axzz2CUWXD6qd](http://www.ft.com/intl/cms/s/0/34c50014-b62d-11da-9cbb-0000779e2340.html#axzz2CUWXD6qd)
- ↑ 31 Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « Deadly Passage », 2006, [www.redcross.int/EN/mag/magazine20062/12-14.html](http://www.redcross.int/EN/mag/magazine20062/12-14.html)
- ↑ 32 Étienne Balibar, « The Borders of Europe », dans Pheng Cheah et Bruce Robbins (dir.), *Cosmopolitics : Thinking and Feeling beyond the Nation*, Londres, University of Minnesota Press, 1998, p. 217-218.
- ↑ 33 UNITED for Intercultural Action, « List of 16,264 Documented Refugee Deaths through Fortress Europe », 13 juin 2012, [www.unitedagainstracism.org/pdfs/listofdeaths.pdf](http://www.unitedagainstracism.org/pdfs/listofdeaths.pdf)
- ↑ 34 Joanna Zelman, « 50 Million Environmental Refugees by 2020, Experts Predict », *Huffington Post*, 22 février 2011, [www.huffingtonpost.com/2011/02/22/environmental-refugees-50n826488.html](http://www.huffingtonpost.com/2011/02/22/environmental-refugees-50n826488.html)
- ↑ 35 Duncan Clark, « Which Nations Are Most Responsible for Climate Change », *The Guardian*, 21 avril 2011, [www.guardian.co.uk/environment/2011/apr/21/countries-responsible-climate-change](http://www.guardian.co.uk/environment/2011/apr/21/countries-responsible-climate-change)
- ↑ 36 Rachel Morris, « What Happens When Your Country Drowns », *Mother Jones*, nov.-déc. 2009, [www.motherjones.com/environment/2009/11/tuvalu-climate-refugees](http://www.motherjones.com/environment/2009/11/tuvalu-climate-refugees)
- ↑ 37 Duncan Clark, « Which Nations Are Most Responsible for Climate Change ? », *loc. cit.*
- ↑ 38 Adrian Harewood, « Xenoracism and the Hypocrisy of Managed Migration : An Interview with Liz Fekete of the Institute of Race Relations », *Canadian Dimension*, 27 février 2006, [www.canadiandimension.com/articles/1865](http://www.canadiandimension.com/articles/1865)